L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 28 MAI 1880. 53me Année

DUFOUR & LEBEY, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI, 28 MAI 1880.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Stern & Co., dans leurs salles d'encan, bottes, souliers et bredequins.

Par S. Gahault, au No 42 rue Royale, au premier, tables de jeu, chaises, etc.

L'administration et la loi de 1876.

Il y a bien peu de gens qui comprennent la véritable raison pour laquelle nos autorités de ville ont été amenées à faire une entreprise extraordinaire contre la loi de 1876 instituant la loterie municipale. Nous dirons cette raison et l'on verra que ces autorités ont dû y penser le jour où une cour fédérale inférieure, soumise à la jurisprudence de la Cour Suprême des Etats-Unis, lança contre la ville le premier mandamus pour le paiement d'une ancienne dette échue et qui attendait satisfaction depuis à peu près six années. Ce premier mandamus ouvrit la porte à beaucoup d'autres, à tel point que, devant les cours, ces sortes d'actions ne sont plus des litiges mais de simples procédures en exécution d'obligations que les débiteurs ne contestent pas. Ainsi, après l'affaire de Morris Ranger est venue celle de Peterkin, puis celle de Montgomery, suivie de celle de la veuve Strauss, et de plusieurs autres créanciers, et enfin, en dernier lieu, la réclamation de Mme Gaines. Mais ce n'était pas tout, et en sus de la levée d'une taxe additionnelle de trois mills et demi, levée déjà ordonnée, l'administration se voyait menacée de plusieurs autres demandes infiniment plus considérables que celles que nous venons de mentionner et qui figurent maintenant très bel et bien sur les reçus de taxes de 1880, d'après un budget fait en 1879.

Pour satisfaire à toutes ces demandes, il aurait fallu doubler cette taxe additionnelle, quand la loi de 1876, cette loi chérie des agioteurs et des boursiers, limitait la taxe municipale à 15 mills. Comment imposer ce surcroît de charges à ces contribuables appauvris, dont les propriétés trouvent difficilement et à vil prix quelques rares acheteurs? Comment leur faire payer une taxe de 22 ou 23 mills quand ils ne peuvent pas seulement en payer une de 15 ? L'affaire était devenue bien plus épineuse avec le vote de la Convention limitant toutes les taxes de municipalité ou de paroisse à 10 mills, pour tous objets, sans exception. Il était temps et si ce décret de limitation dans la responsabilité des dettes n'était survenu, il y aurait eu une expropriation générale et c'en était fait des valeurs immobilières sur le marché de la Nouvelle-Orléans. Combien d'actions de grâce n'avons-nous pas à rendre à cette Convention qui nous a sauvés de ce désastre ! Ce n'est pas incidemment que nous voulons faire son éloge, mais il est bon de rappeler que n'ayant pas eu le temps de s'occuper de nos difficultés locales, elle a voulu au moins nous donner un moyen de protection suprême contre les exactions financières, en votant deux décrets qui resteront fameux dans nos annales municipales; le premier réduisant la taxe dans des limites que la propriété peut supporter, et le second faisant dépendre toute opération d'emprunt ou d'émissions de bons de l'approbation non des bourriers, non des agioteurs, non même du peuple tout entier, parce que dans le peuple tout entier il y a une masse de gens qui ne possèdant rien et qui, comprenant très peu les matières de ce genre, se laissent fourvoyer aisément, mais des contribuables fonciers seuls, sur lesquels pèse toujours la responsabilité des mesures financières quelles qu'elles soient.

Ces deux décrets, en mettant la ville sous la protection de l'Etat, imposaient à nos autorités municipales une prudence extrême et en même temps lui conseillait beaucoup de soucis. C'est alors qu'avisagement la situation comme elle aurait dû le faire le jour de son avènement au pouvoir, elle se rappela le message inaugural de son chef, le maire Patton qui, s'exprimant avec beaucoup de franchise, en apparence du moins, émettait sur les dettes de la ville des réflexions très sensées. Si, disait-il, la loi de 1852, toute précise, toute formelle et toute expresse qu'elle soit, n'a pas été exécutée, quel sort peuvent attendre les lois postérieures qui lui font opposition et avec laquelle elles sont en conflit?" La question était certainement opportune et il aurait fallu dès lors en suivre l'inspiration. Au lieu de continuer servilement les errements financiers de l'administration précédente, il aurait fallu sans délai soumettre aux tribunaux la question des dettes municipales, et de toutes les diverses dettes séparément, pour savoir celles qui, étant légales, avaient réellement droit au respect public. Il aurait fallu encore que la municipalité n'en répandît aucune, et n'en fît pas une affaire de favoritisme ou de préférence. En payant des avocats pour soutenir des dettes que réprouvait la conscience publique, et pour repousser d'autres dettes ayant une origine respectée, l'administration actuelle, comme la dernière, a manqué à son devoir d'impartialité et de justice.

Nous dirons cependant, en atténuation du reproche sévère que nous lui adressons, que les tribunaux, d'alors n'étaient pas tout à fait ce qu'ils sont aujourd'hui, et que l'administration n'avait pas en eux une extrême confiance. Ce qui prouve qu'elle n'avait pas tout à fait tort, c'est l'arrêt rendu par la cour suprême de ce temps, arrêt tout à fait contraire à celui que viennent de rendre deux magistrats appartenant à l'ordre judiciaire fédéral. D'ailleurs, l'administration pouvait dire comme le dit aujourd'hui M. Gladstone devant le Parlement anglais: "Nous avons trouvé les choses établies ainsi et nous ne pouvons subitement les renverser de fond en comble, parce qu'il en résulterait d'immenses inconvénients. Nous sommes obligés de subir ce que nous n'avons pas pu empêcher.

Mais de puis le message du maire Patton, qui mettait en doute l'excellence des mesures de son prédécesseur, il s'est passé beaucoup de choses extraordinaires. Il y a eu la convention, la constitution de 1879, la limitation des taxes municipales, la législature de 1880, deux lois pour mettre en vigueur la limite constitutionnelle, et une troisième loi affectant les 5 mills de la loi de 1876 non-seulement au service des bons dits à prime mais encore au service de toutes les dettes reconnues valides sans distinction d'origine ou de forme dans les titres qui les représentent. Il y a eu les mandamus dont nous parlons plus haut, et il y a aussi la menace de beaucoup d'autres. Devant tant d'ennemis que fallait-il que nos autorités municipales fissent? qu'elles mourussent!..Oui, mais celles qui leur succèdent succèdent elles dont nous-mêmes qu'elles et la solution de la difficulté n'ont pas fait un pas de plus, à moins d'avoir reconnu à la justice organisée jusqu'aux décrets de la convention.

L'administration en prenant ce parti a pensé qu'elle pouvait l'essayer aussi bien que toute autre administration, et de là l'ordre donné à l'avocat de ville de contester devant les tribunaux la constitutionnalité de la loi de 1876, établissant la loterie municipale.

Tous les administrateurs, nous le savons, n'ont pas coopéré de cœur et d'âme dans cette tentative, mais la majorité y a consenti et cela suffit pour donner à l'administration un vernis actuel d'impartialité et de justice. Les boursiers et les agioteurs ont dû comprendre qu'elle ne pouvait faire autrement sans compromettre gravement ses cautions, car il ne faut pas oublier qu'elle a à payer aujourd'hui d'une part l'intérêt de dettes qu'on s'était habitué à ne plus compter dans le budget des charges municipales, et qui avaient été étourdiment laissées de côté comme réclamations surannées, usées et invalides. La décision des juges fédéraux Woods et Bradley prouve que si elles sont surannées elles n'en sont que plus respectables, et ils en ont admis la constitutionnalité tout aussi bien que notre Législature qui a ordonné de les servir, au *pro rata* de leur valeur d'émission, pour la taxe réservée pour le payement de toutes, et cela nonobstant la loi de 1876.

L'administration pour se défendre doit invoquer cette nécessité et bien d'autres, et elle peut ajouter qu'ayant été forcée d'accepter un héritage malheureux, elle s'est empressée d'en seconer le poids dès qu'elle a entrevu qu'il pouvait y avoir une chance de succès pour la ville. Nous sommes donc disposé, pour ce qui nous concerne, à n'être pas envers elle plus sévère que de raison. Nous n'avons jamais eu pour cette administration de bien chaudes sympathies, nos lecteurs le savent, mais nous nous garderons bien de lui reprocher ce dont, vraiment, elle n'est pas coupable. Le fait est qu'il y a déjà longtemps elle avait invité les contribuables à porter la question devant les tribunaux, et que les contribuables se sont contentés d'émettre leur opinion en ne payant pas. Ce moyen de protestation n'était pas le plus mauvais à en juger par ce qui se passe aujourd'hui. Il a forcé les membres du Conseil de ville à faire des réflexions sérieuses, à délibérer gravement sur les impossibilités de la situation, et à consentir enfin à ce qu'on employât, pour ruiner la loi impérieusement de 1876, des arguments contraires à ceux que l'administration Pilsbary avait fait valoir pour la défendre.

Maintenant, nous le demandons en toute conscience, l'administration actuelle bien coupable d'avoir pris ce parti ! Et les tribunaux inférieurs n'ont-ils pas en mauvaise grâce à lui opposer des précédents qu'elle a subis, mais qu'elle n'a pas faits, et dont en toute justice elle ne doit pas être regardée comme sérieusement responsable. Elle avait soigneusement, sans doute, une faute grave en n'épousant pas les doutes exprimés dans le message inaugural du maire, mais la faute est bien bien plus grande en y persistant, et en employant le ministère de l'avocat de ville et de ses coadjuteurs, ministère payé par tous les contribuables, pour défendre exclusivement la cause de ceux qui, comme porteurs de bons, ne payent rien. Ce n'est pas l'administration actuelle qui a passé les ordonnances financières de 1875 ; ce n'est pas l'administration actuelle qui a inventé le plan de loterie qui vient d'être renversé par deux dispositions de la dernière loi sur la dette de ville ; ce n'est pas l'administration actuelle qui a présenté et fait voter la loi de 1876 qui confondait tous les titres et voulait faire passer les mauvais par une intermixtion avec les bons, ce n'est pas l'administration actuelle qui a inauguré l'odieux système de préférence officielle dans la défense des bons à prime devant les cours; elle a été seulement coupable d'avoir suivi une fois, une seule fois, cette voie funeste, pour une affaire qui était déjà commencée, et nous ne voyons pas que, pour ce qui concerne les dettes, elle soit autrement répréhensible. Tout ce que nous lui reprochons, c'est d'avoir manqué de courage, d'énergie et de discernement, dans une crise mal étudiée et mal comprise, bien que datant de plusieurs années antérieures à l'avènement de cette administration.

Meurtre à St-Jacques.—Les habitants de la partie inférieure de la paroisse St-Jacques sont actuellement sous le coup d'une vive émotion par suite d'un assassinat dont les auteurs sont encore inconnus. M. Théogène Gaudet, marchand de la paroisse, a été trouvé le matin assassiné derrière son comptoir. Le cadavre était enveloppé dans une toile cirée ; la tête avait été écrasée et un des bras était cassé. L'enquête du coroner a établi que le vol avait été le mobile des meurtriers mais on n'a aucune autre indication sur les assassins. C'est dans la nuit de dimanche à lundi que le crime a été commis.

Chaussures dines pour dames.—Après bien des expériences et après avoir beaucoup dépensé d'argent, monsieur Derien nous apprend qu'il est arrivé à faire si bien perfectionner la chaussure pour dames que la vogue de ces articles a grandi à un tel point qu'il reçoit des ordres de tous les Etats du Sud et c'est à peine s'il peut suffire à toutes les demandes. C'est un bon point de plus à ajouter à la popularité de l'Hôtel de Bourgogne, qui possède, pour ainsi dire, le rendez-vous des gens qui veulent se bien chausser.

Victor Hugo Bondieusard.—Nous lisons dans la correspondance de M. Gaillardet.

Mais les plus grands auteurs ont été sifflés au théâtre, même Victor Hugo, qui jouit aujourd'hui de l'immortalité de son vivant, comme on le dit si bien souvent. Cependant son dernier livre sur la *Religion et les Religions* n'a pas eu le retentissement de ses autres poèmes et romans. Ce n'est pas que la versification en soit moins brillante, mais le sujet traité par le poète est des plus délicats. Il admet et glorifie la religion, mais il repousse toutes les religions, y compris le christianisme, dont les dogmes sont traités par lui de fables puériles. En cela il a blessé tous les chrétiens qui sont croyants, sans avoir su plaire aux matérialistes qui le rangent parmi les *bondieusards*, épigramme sanglante aujourd'hui. Il croit à Dieu et proclame son existence dans une magnifique péroraison, mais dont l'effet est détruit d'avance par les moqueries voltairiennes qu'il adresse à tous les cultes et particulièrement au catholicisme. D'après ce déiste et spiritualiste, toutes les religions seraient mauvaises. Ne serait-il pas plus vrai de dire que toutes sont, ou ont été bonnes, parce qu'elles ont toutes prêché à peu près la même morale et contribué à améliorer la vie terrestre par l'espérance d'une vie future qui, si elle n'existe pas, a été logiquement inventée, car elle est la seule consolation de l'homme et la seule justification de Dieu.

Cologne, 7 mai—On assure que la cathédrale de Cologne sera achevée au mois de septembre prochain. On sait que les travaux, après un arrêt de près de trois siècles, avaient été repris en 1841 et que les fonds nécessaires étaient soldés, chaque année, par les revenus d'une loterie.

La construction de la cathédrale de Cologne aura duré....six cent trente-deux ans.

—On mande de Chambéry que quarante-huit ouvriers travaillant au percement d'une traverse du tunnel du Mont-Cenis, destiné à remplacer l'ancienne qui menace ruine, ont failli être asphyxiés samedi par suite de la fumée d'un train qui, en raison du manque d'air, n'a pu en dissiper à temps.

Par bonheur, on s'aperçut de l'accident et on accourut à leur secours. Ils furent tous transportés à Pont Ebre et, à force de soins, purent être rappelés à la vie. Un seul, le sieur Ketremins, est mort quelques heures après.

L'élection congressionnelle du premier district.—On sait que l'honorable Randall L. Gibson, pour éviter toute contestation sur la manière dont il avait été choisi comme candidat par la délégation de son district, à la dernière convention d'Etat, a consenti à l'annulation de sa nomination. Une nouvelle délégation congressionnelle doit donc être nommée demain, samedi, 29 mai, par les différents wards de la ville qui font partie du premier district congressionnel, c'est-à-dire les wards troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième.

Nous espérons que les électeurs de ces wards nommeront des délégués qui seront en faveur de la réélection de notre estimable représentant. Nul mieux que lui, en effet, n'est à même de mener à bonne fin les affaires qu'il a commencées. Notre industrie sucrière ne saurait avoir de défenseur plus zélé et plus compétent pour protéger à Washington ses intérêts, sans cesse menacés par les coteries puissantes de raffineurs et d'importateurs de sucre. D'un autre côté, la question des levées si habilement présentée par lui, n'a pas encore reçu de solution finale et la grande influence dont jouit le général Gibson au Congrès sera nécessaire dans la prochaine Chambre pour faire maintenir les allocations annuelles proposées par la commission et qui doivent conduire au résultat si grandement désiré.

Il faudra, sans doute, que le général Gibson soit remplacé à la Chambre, en 1883, puisqu'il doit, à partir du 4 mars de cette année, occuper un siège au Sénat des Etats-Unis, mais à cette époque, son remplacement n'aura pas les inconvénients qu'il aurait actuellement, car, restant à Washington comme sénateur, il pourra aider son successeur de ses conseils et de son influence pour continuer son œuvre qui sera, d'ailleurs, déjà bien avancée.

Sans mettre en doute le moins du monde la bonne volonté, le zèle ni les capacités des honorables citoyens qui briguent l'honneur de représenter notre district, nous croyons qu'aucun d'eux ne pourrait avoir autant d'autorité que notre représentant actuel pour défendre avec le même succès, dans le prochain Congrès, les graves intérêts dont M. Gibson a été jusqu'ici le champion le plus infatigable et le plus heureux.

Nous considérons donc comme d'une extrême importance pour la Louisiane la réélection de M. Gibson à la Chambre des représentants au scrutin qui aura lieu en novembre prochain.

L'abbé Rouquette fait millionnaire par une coquille.—La dernière correspondance de F. Gaillardet, au *Courrier des Etats Unis*, débute ainsi :

J'ai cru, pendant quelques jours, que je serais obligé de suspendre mes causeries de quinzaine avec vous, parce que j'ai fait bêtement, en voulant éviter une voiture, une chute dans laquelle je me suis cassé le bras. Heureusement c'est le bras gauche. Le droit reste donc libre, et je vais tâcher de m'en servir pour vous écrire, en réclamant l'indulgence de vos compositeurs pour mon griffonnage qui leur a déjà fait faire tant de coquilles. Je dois bien aussi un peu réclamer l'indulgence de vos lecteurs, car on dit valgairement d'un homme intelligent "qu'il n'est pas manchot." Or, je suis manchot, hélas ! c'est peu rassurant pour moi... et pour vous.

Les compositeurs du *Courrier des Etats-Unis* ont pris M. Gaillardet au mot et ont gratifié sa prose d'une bonne coquille, qu'on en juge :

Le *Figaro* croit savoir que le gouvernement n'est pas ainsi résolu qu'il le prétend à exécuter les mesures contre les congrégations religieuses, et qu'il vient d'envoyer à Rome un négociateur officieux chargé d'offrir certaines transactions. Le négociateur serait M. l'abbé Rouquette, prêtre libre, n'appartenant pas au clergé de Paris. C'est probablement un parent du père Adrien Rouquette, millionnaire louisianais, et écrivain de premier ordre, dont je vous ai parlé, il y a quelques mois. Le talent et le dévouement sont des héréditaires dans cette famille franco-louisianaise.

Notre estimable abbé Rouquette *millionnaire!* Lui qui a vécu chez les indiens en véritable anachorète et qui ne possède au monde que les vêtements qu'il a sur lui ! Notre vieux poète se contentera de sourire en lisant cela.

Avons-nous besoin de dire que notre excellent confrère avait écrit ou voulu écrire "missionnaire". Nous espérons que son bras gauche est rétabli. Il n'y a pas de quoi demander la tête du compositeur.

Funérailles Louis XV, à l'Etoile Rouge.

Le duel en chambre. — Nous avons quelques nouveaux détails sur un duel dont nous avons parlé dans une de nos précédentes éditions, et qui a eu lieu au quartier Latin.

Dans les derniers jours du mois de décembre dernier, M. Roger de M....., un sous-lieutenant, élève à l'école de Saumar, dînait dans un restaurant du boulevard St-Michel.

Il était accompagné d'une demi-mondaine du quartier Latin, Mlle Clémence (l'on ne lui connaît pas d'autre nom), qui habitait alors 47, rue des Ecoles.

Vers la fin du repas, M. Roger de M... crut remarquer qu'un élève de l'Ecole des mines, M. B....., assis dans la même salle, mais à une autre table, regardait avec persistance Mlle Clémence.

Le jeune sous-lieutenant pria M. B..... de porter ses regards d'un autre côté.

L'élève de l'Ecole des mines trouva l'observation déplacée et manifesta hautement son avis. A peine avait-il achevé sa phrase qu'il reçevait de M. de M..... un vigoureux soufflet. Le sous-lieutenant avait cet obieau, pour vaincre à Paris, une permission de quatre jours qui expirait le lendemain matin. Il devait donc partir pour Saumur par un train de nuit. Il le dit à M. B..... qui se mit en quête de témoins.

Ceux-ci, MM. D..... et H....., étudiants en droit, rencontrèrent les seconds de M. R. de M....., M. V....., étudiant en droit, et un élève de l'école de Saint-Cyr, au café du Cercle, au coin du boulevard Saint-Michel et de la rue Cujas.

Les pourparlers ne furent pas longs. A cause du départ prochain de M. Roger de M....., il fut décidé que la rencontre aurait lieu immédiatement.

A cet effet, on loua une chambre à l'hôtel de la Rive-Gauche, 20, rue Cujas, on alluma quatre bougies, et les combattants se mirent en garde. Dès la première passe, M. Roger de M..... reçut un coup d'épée dans le bras gauche. Sur ce demande, le combat continua, et quelques minutes après, il était gravement blessé au flanc gauche. Pendant plus d'un mois, M. Roger de M..... garda le lit.

Grâce à un certificat de son médecin, constatant une maladie quelconque, il obtint une prolongation de congé.

Cette affaire ne s'était pas ébruitée, et ce n'est que récemment et par une plainte du général commandant l'école de Saumur, que le parquet en a été informé.

Souscription pour secourir les professeurs des écoles publiques.

On trouvera dans nos bureaux une liste de souscription, dont l'objet se trouve indiqué par l'entête suivant ;

La nos paiement par l'Etat et la ville des salaires dus aux professeurs des écoles publiques de la Nouvelle-Orléans, pour les mois pendant qu'ils ont passés, leur a occasionné une grande gêne, et des souffrances réelles, car leur situation réclame une assistance immédiate. Dans le but de subvenir à leurs besoins pressants et imparfaits, on propose de lever par souscription un fonds qui sera mis entre les mains d'un comité de dames qui aura pour mission de faire la distribution de ce fonds qui sera mis entre les mains des contribuables. Les soussignés aimé engagé servent volontiers à recevoir les souscriptions et à en faire part aux échanges de leurs contributions, et de les collectionner le Mardi de l'Etat ou de la ville, suivant le cas. Ils s'entendent, en propose de négocier un emprunt sous intérêt dont le remboursement sera opéré par les contributions d'action comme susmentionné.

En tête de la liste, on trouve la souscription suivante :

PHILIP WERLEIN.....$200.

Nouvelles télégraphiques.

FRANCE.

Félix Pyat et M. Gambetta.

Paris, 22 mai.—Le *Mot d'Ordre* publie une attaque violente contre M. Gambetta par Félix Pyat, qui écrit sous la pseudonyme de "Diogène." Après avoir reproché au président de la Chambre des Députés d'avoir succédé à M. de Mesny dans son fauteuil, dans son lit, dans ses actes criminels; après l'avoir traité d'imposteur étranger, comme ces autres compagnon d'infamie, Napoléon III, Félix Pyat déclare solennellement à M. Gambetta que son ball de tyrannie va prochainement expirer et il conclut en l'invitant amicalement à suivre l'exemple de Judas et à aller se pendre.

Les membres bonapartistes.

Paris, 22 mai.—Le prince Napoléon a quitté Paris pour se rendre à Prangins et échapper ainsi à l'exécution de pétitionnaire à la manifestation bonapartiste qu'on annonce pour le 23 mai et qui sera, dit-on, due principalement aux membres des bonapartistes.

Vue pessimiste sur le phylloxera.

Si la France n'est pas bientôt débarrassée du phylloxera elle peut s'attendre à la destruction complète de tous ses vignobles. Il résulte du dernier rapport officiel qu'à la fin de l'année dernière, dans quarante-trois départements affectés par le fléau, 474,760 hectares de vignobles ont été entièrement détruits et 317,760 hectares gravement endommagés. L'Est, l'Ouest, le Midi et le Centre sont ravagés ; le Nord est menacé, le fléau a atteint la Côte d'Or et arrivera bientôt en Champagne et en Lorraine. Si l'on ne découvre aucun remède, on calcule que dans seize ans la France n'aura plus de vignes.

RUSSIE

Le procès des nihilistes.

Paris, 22 mai.—Le correspondant du Herald à Saint-Pétersbourg télégraphe ce qui suit :

"On a terminé, à la dernière séance, l'examen des charges qui pèsent sur le docteur Weimar; celui-ci a toujours conservé son sang-froid, malgré l'évidence des témoignages rendus contre lui. Quarante-trois témoins ont, jusqu'à ce moment, été appelés pour constater l'identité de la jument attelée au drosky qui a servi à protéger la fuite des assassins du général Mesentzoff. Cette constatation a été faite dans une cour intérieure, où le tribunal s'est rendu avec les accusés Weimar et Michaeloff. Tous les témoins ne reconnaissent pas la jument.

"Le tribunal a procédé ensuite à l'examen du revolver qui a servi dans l'attentat de Février. Un boutiquier a affirmé avoir vendu l'arme en question à M. De Weimar; celui-ci a répondu qu'il avait fait cette emplette pour un de ses clients malade.

"L'affaire de Sabouroff est venue ensuite. L'accusé a combattu les charges qui existent contre lui avec beaucoup de calme, de précision et de clarté. Sa culpabilité repose sur les objets trouvés chez lui lors de la perquisition faite à sa résidence, collection de documents révolutionnaires et quantité de poisons et de bombes destinés à préparer de faux passeports et d'autres documents revêtant un caractère officiel. Sabouroff a relevé les erreurs commises par certains témoins, a rafraîchi la mémoire des autres; bref, il a su diriger en quelque sorte les débats. Des experts ont été interrogés, qui ont classé les lettres non signées, les papiers saisis aux divers numéros, lesquels se trouvaient absents des villes où on les a mis à la poste.

"Somme toute, Sabouroff a relevé le caractère de la défense qui s'était en quelque sorte amoindri dans les interrogatoires de Michaeloff et de Weimar. Jusqu'à ce moment, ce que l'on reproche à Sabouroff, non sans apparence de raison, ce sont, avec sa propagande révolutionnaire, ses relations constantes avec les deux premiers accusés."

(Les dépêches d'hier de l'*Abeille* donnent les condamnations.)

CHRONIQUE DU JOUR.

Accident de ballon.

Paris, 22 mai.—M. Gasta, Pommariol, Gauthier et Perron, aéronautes français, ont échappé de bien près à la mort cette semaine en faisant des excursions scientifiques dans les nuages. Ils étaient partis d'Angers à six heures du soir avec tous les appareils nécessaires. Tout a bien marché pendant un certain temps, mais la nuit venue, un terrible orage s'est élevé. Le ballon a été emporté avec une force irrésistible du côté de l'Océan. Les voyageurs ont alors décidé de descendre à tout hasard et ont ouvert la soupape. Le ballon est descendu assez vite avec une rapidité vertigineuse et a touché terre six fois en une minute. Il a rebondi chaque fois comme une balle de caoutchouc à une hauteur de plus de deux cents pieds. Les voyageurs s'étaient vigoureusement cramponnés aux cordages. "J'ai les jambes brisées!" s'est écrié tout à coup M. Gauthier. Le ballon s'est traîné longtemps sur le sol. Enfin des paysans sont accourus au secours des voyageurs qui ont été retirés de l'aérostat, lequel s'est ensuite relevé pour aller se mettre en pièces dans la forêt de la Roche-rivières. MM. Gasta et Pommariol étaient évanouis. Tous les quatre aéronautes ont été plus ou moins grièvement blessés, mais ils sont maintenant hors de danger.

Le loup de don Carlos.

S'il faut s'en rapporter aux révélations faites par le général Boël, ex-aide de camp de don Carlos, et publiées par le *Voltaire*, l'Espagne peut se réjouir d'avoir échappé aux griffes du prétendant. Pendant qu'il mettait à feu et à sang les districts montagneux des provinces basques, don Carlos avait trouvé le temps de jouer, pour se divertir, de lancer sur les paysans de Biscaye et sur les jeunes villageoises un loup apprivoisé auquel il avait préalablement fait limer les dents. Dans une occasion, le prétendant poussa plus loin encore son agréable plaisanterie. Il fit lâcher son loup dans une salle où on avait donné un banquet. L'animal se précipita sur la table et dévora le festin à la grande terreur des femmes dont plusieurs s'évanouirent, et des hommes qui se hâtèrent de prendre la poudre d'escampette.

La Passion.

Les correspondants des journaux français écrivent que les milliers de spectateurs venus à Ober-Ammergau la semaine dernière, pour y voir représenter la passion, ont été émerveillés du jeu noble et imposant du villageois Meyer, chargé de représenter le Christ. Ils ont été moins satisfaits de ceux qui ont joué les rôles de Ponce-Pilate, Barrabas et Judas. Ce rôle est tenu depuis 1830 par le même personnage. Caïphe n'était autre que le bourgmestre d'Ober-Ammergau, M. Lang. La scène terriblement réaliste du crucifiement a produit une profonde impression que n'avaient pas encore ressentie jusqu'ici les spectateurs de ce drame.

Bottes talons Louis XV, à l'Etoile Rouge.

—Pour la troisième fois depuis deux ans, rapporte le *Pall Mall Gazette*, une épidémie de fièvre typhoïde, occasionnée par l'usage de lait contaminé, vient d'éclater à Bristol. Grâce à l'activité déployée par le médecin de la municipalité, il a été possible de remonter jusqu'à la cause première de cette nouvelle épidémie et d'en arrêter les ravages. Les personnes atteintes de la fièvre buvant toutes du lait provenant de la même laiterie, le médecin se rendit à la ferme suspecte, et là, le fermier lui déclara qu'il nettoyait des pots au lait dans un ruisseau près de la ferme. Le docteur, comprenant alors que la contamination devait venir de cette eau, est remonté le ruisseau jusqu'à ce qu'il découvrit un endroit où l'on déversait toute sorte de détris et où s'était formée sur les bords une mare d'eau stagnante que les pluies faisaient déborder et qui était remplie de carcasses de vaches et de moutons, ainsi que d'autres restes en quantité suffisante pour empoisonner le ruisseau tout entier et donner la mort à toute les habitants de Bristol. Des mesures ont été prises en conséquence afin d'empêcher la terrible maladie de se propager.

—La cuisinière du premier à la bonne d'en face :

—Que fait donc le nouveau maître d'hôtelier?

—Il est facteur de pianos.

—Ah ! je ne savais pas que la poste portait des instruments.

—Le correspondant parisien de la *Vienne Illustrirte Zeitung* raconte dans les termes suivants une conversation qui aurait été tenue dernièrement entre M. Godelle et le prince Napoléon ; inutile de s'ajouter que l'authenticité du dialogue n'est nullement établie.

M. Godelle, après son expulsion de la Chambre, a fait une visite au prince. Après avoir longuement parlé de Pinel-donyme de "Diogène." Après avoir reproché au président de la Chambre des Députés d'avoir succédé à M. de Mesny dans son fauteuil, dans son lit, dans ses actes criminels; après l'avoir traité d'imposteur étranger, comme ces autres compagnon d'infamie, Napoléon III, Félix Pyat déclare solennellement à M. Gambetta que son ball de tyrannie va prochainement expirer et il conclut en l'invitant amicalement à suivre l'exemple de Judas et à aller se pendre.

—"Je suis bien fâché—lui répondit le prince—car d'après moi, il y a deux catégories de gens : les uns, dont on ne sait pour arriver au but, et les autres sur lesquels on s'appuie une fois le but atteint. Jusqu'à présent, je vous classais parmi ces derniers et j'espère ne pas changer d'opinion à l'avenir, mais malheureusement vous n'avez pas compris que ma lettre n'avait été écrite que pour la première catégorie."

—Le colonel russe Préjevalsky, qui était parti il y a deux ans pour explorer le Thibet et dont la mort avait été annoncée il y a quelques mois, vient de donner de ses nouvelles. Il écrit de Si-Ning, en Chine, à la date de 20 mars, qu'au mois de juillet dernier son expédition a pénétré sur le territoire thibétain par Shaidsah. Elle a été attaquée par des Tanguts, et à 350 verstes de Lassa, capitale du Thibet, les troupes du Grand-Lama lui ont barré le passage en lui interdisant l'entrée de la ville sainte. Le colonel Préjevalsky a dû s'éloigner, et il a repris la route de Péking. Au mois d'août prochain, le courageux explorateur compte être de retour à Kiakhta, dans la Russie d'Asie.

Chaussures blanches pour communion, à l'Etoile Rouge.

—Un violent incendie a éclaté dimanche soir, rue Bonaparte, 19, à Bordeaux, dans un magasin de bonneterie et de lingerie.

On a eu à regretter la mort d'une petite fille de deux ans et demi et d'une vieille femme de soixante-douze ans.

La première victime était l'unique enfant de M. Brauston, voyageur de commerce, en ce moment en voyage. Mme Brauston s'était rendue dans le quartier et elle avait quelques courses à faire, laissant son enfant endormie dans son berceau. A son retour, elle a trouvé la maison en flammes, déjà en partie écroulée et n'a pu même tenter le sauvetage de sa pauvre petite fille.

La seconde victime est une demoiselle Jeanne Lafitte. Elle avait déjà quitté la maison incendiée. Revenue de son premier émoi, elle voulut à toute force y pénétrer de nouveau pour y sauver une somme de 344 fr., fruit de ses économies. Elle a été asphyxiée par la fumée.

Un député sort de chez lui, les cheveux en broussaille :

— Tu sors ? et mal coiffé ! lui dit madame.

—On se peigne à la Chambre !

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

MM. les Sociétaires sont priés qu'une assemblée générale trimestrielle aura lieu à l'Asile DIMANCHE prochain, 30 du courant, à 5 heures du soir.

Amendement de l'article 16 de la constitution.

M. le vice-président, F. Limat, lira l'historique de la loi du 26 février 1880 jusqu'à ce jour.

M. le Président remettra sur le portefeuille des membres à étudier à cette séance, qui sera d'un intérêt exceptionnel.

Par ordre du Président,

J. SCHWEITZER.

L. Simon, Secrétaire. 28 mai—3f

Bureau de la compagnie du Canal Carondelet et de Navigation.—Nouvelle-Orléans, 20 mai 1880.—Avis aux banquiers faisant des affaires en conformité du Revenu Intérieur et du Lois—A partir de 1er juin 1880, tous les bateaux faisant des affaires de quelque genre que ce soit au commerce du bayou St Jean et du Lac et se servant des écluses et ces canaux de la compagnie seront contraints de payer les droits de quai suivant le grandeur et la capacité de leur bateau.

27 mai—10. P. TISNE, Secrétaire.

Bureau du collecteur des taxes d'Etat, District intérieur, No 67 rue St. Louis.

Nlle Orléans, 24 mai 1880.

Avis est par le présent donné à toutes les personnes qui sont redevables à l'Etat pour licences de l'année dans le District intérieur (3e, 3e et 5e District) de venir les régler à mon bureau.

A. L BOUEY,

Collecteur de taxes du District intérieur.

25 mai—7f

Consulat du Mexique.

A partir du 2 juin prochain, et durant l'absence du consul, le consul du Mexique dans ce port, M MANUEL PAYNO, Jr., sera chargé des affaires de consulat.

FRANCISCO ZAMACONA.

Consul du Mexique, bureau au coin des rues Natchez et Magazine, Maison Morgan.

Nouvelle-Orléans, 25 mai 1880. 27 mai—3f

BONS DES ETATS-UNIS

à 4 pour cent,

De toutes dénominations, coupons et enregistrés de $50 et au-dessus, constamment en main, et achetés et vendus par la

Banque Nationale de la N.-Orléans

RUE DU CAMP 54.

27mai—4f

Pour Famille.

Une jolie maison à louer avec jardin, bien située, encoignure Laharpe et Villere. S'adresser à JOSEPH LEBLANC, rue Décatur No 265. 27mai 4f

INSTITUT ST. LOUIS,

MADAME MATTHEY annonce aux familles de la campagne et de la ville, obligée à se retirer, elle a cédé l'Institut St. Louis à Mme E. FARNET, directrice de l'Institut d'Orléans, qui continuera les bons soins pour qu'il soit nécessaire de faire son éloge.

Mme Matthey saisit cette occasion pour remercier les familles qui lui ont témoigné de l'estime qu'elle en a reçue depuis huit ans qu'elle dirige l'Institut St. Louis, elle sollicite la même confiance et la même patronage pour la nouvelle directrice.

Nouvelle-Orléans, mai 1880.

INSTITUT ST-LOUIS.

MME E. FARNET remplacera Mme E. MATTHEY comme directrice de l'Institut St-Louis sollicite le patronage du public et se fera nombreux pour elle s'efforcera de mériter la confiance et les bienfaits dont veut toujours accorder à Mme Matthey.

Le département de l'Anglais sera entièrement sous la direction de Mlle M. S. Brown et recevra une attention particulière. Mme Farnet se fait d'avoir pu s'assurer l'aide d'un professeur si capable et si bien connu.

Les anciens professeurs sont conservés, M. Rogan, si favorablement connu comme professeur de Français, Mme Z. Lafleur, comme professeur de Musique.

Mme FARNET,

Directrice et Principale.

10mai—1m—Dim Mar Sam

CHANGEMENT de DOMICILE

CHARLES TROUILLY,

57 RUE DE CHARTRES.

A l'avantage d'annoncer à sa clientèle que le 1er novembre prochain, ses magasins "modèle" seront que ses ateliers pour la fabrication des chemises, devant-de-chemise, col et manchettes seront transférés

132 RUE CANAL.

Voulant renouveler entièrement son stock, commence ses affaires de demi à 50 pour cent de remise, ainsi que tous ses articles, ainsi que les marchandises reçues dernièrement par le chemin de fer. Le tout devant être vendu en LIQUIDATION à partir du 24 courant.

22mai—1m

La société qui existait sous la raison sociale de A. GARNIER & SONS se trouve dissoute par limitation.

Nouvelle-Orléans, 22 mai 1880.

A. GARNIER,
ADOLPH GARNIER,
CHAS. GARNIER,
OLIVIER GARNIER.

25 mai—6f

Les soussignés ont ce jour formé une société en nom collectif sous le nom de A. GARNIER & SONS, et continueront le même genre d'affaires que l'ancienne maison de A. Garnier & Sons.

Nouvelle-Orléans, 22 mai 1880.

A. GARNIER,
ADOLPH GARNIER,
CHAS. J. GARNIER.

25 mai—6f

Les soussignés ont ce jour formé une société en nom collectif sous la raison sociale de A. H. HUGHON & CIE, dans le but de faire des affaires de tissage pour les ventes et achats de coton.

Nouvelle-Orléans, 24 mai 1880.

A. H. HUGHON,
C. GARNIER,
C. HANSON.

26 mai—1m—Mer J D

AFFINITÉ ELECTIVE.

Non celle qui existe chez les individus, mais bien celle entre les Peuples et leur